

VIA : VIGILANCE - INFORMATION - ALERTE

L'offensive des industriels est imminente. Les appuis administratifs dont ils disposent, l'avancement des dossiers en DREAL*, leurs communications, sont inquiétants. Il apparaît de plus en plus clairement que nous approchons du moment où il faudra mettre en place des actions de blocages pour stopper les camions sismiques ou empêcher l'installation de plates-formes de forage.

C'est l'objet de l'organisation **VIA : Vigilance / Veille - Information - Alerte / Action**

• La Veille : c'est chacun de nous ...

... attentif à chaque moment pour collecter les informations sur le terrain :

- Identifier les convois et les travaux suspects autour de chez vous...
- Si possible : prendre photos des camions, immatriculation, lieu, direction...
- Contacter le n° de VIGILANCE, qui vous donnera la marche à suivre.

• Les pyramides d'alerte téléphonique (base de la mobilisation)

- Ce sont des réseaux de 10, 20, 100... personnes, organisés localement.
- Chacun de ces réseaux est géré par plusieurs référents, identifiés par la VIA.
- Chacune de ces pyramides d'alerte est fonctionnelle et procède périodiquement à des tests de fonctionnement (mise à jour de tous les n° de téléphone).
- Dès l'alerte donnée, les référents des pyramides répertoriées seront avertis par le comité de veille VIA, ce qui marquera le lancement officiel de la mobilisation.

• La mobilisation de masse pour un blocage "non-violent".

La force du nombre est le plus important, par une action de blocage non-violente :

- pour enrayer l'avancée des travaux de forage et des véhicules sismiques
- pour donner aux négociateurs des Collectifs un maximum de soutien.
- pour manifester notre détermination auprès des médias et des autorités.
- pour rendre encore plus visible ce mouvement populaire d'opposition.

L'ALERTE de la mobilisation sera lancée par les "pyramides d'alerte téléphonique". Toutes les infos pratiques (heure, lieu, consignes...) seront confirmées sur : www.stopaugazdeschiste07

N° de VIGILANCE :

04 75 36 72 83

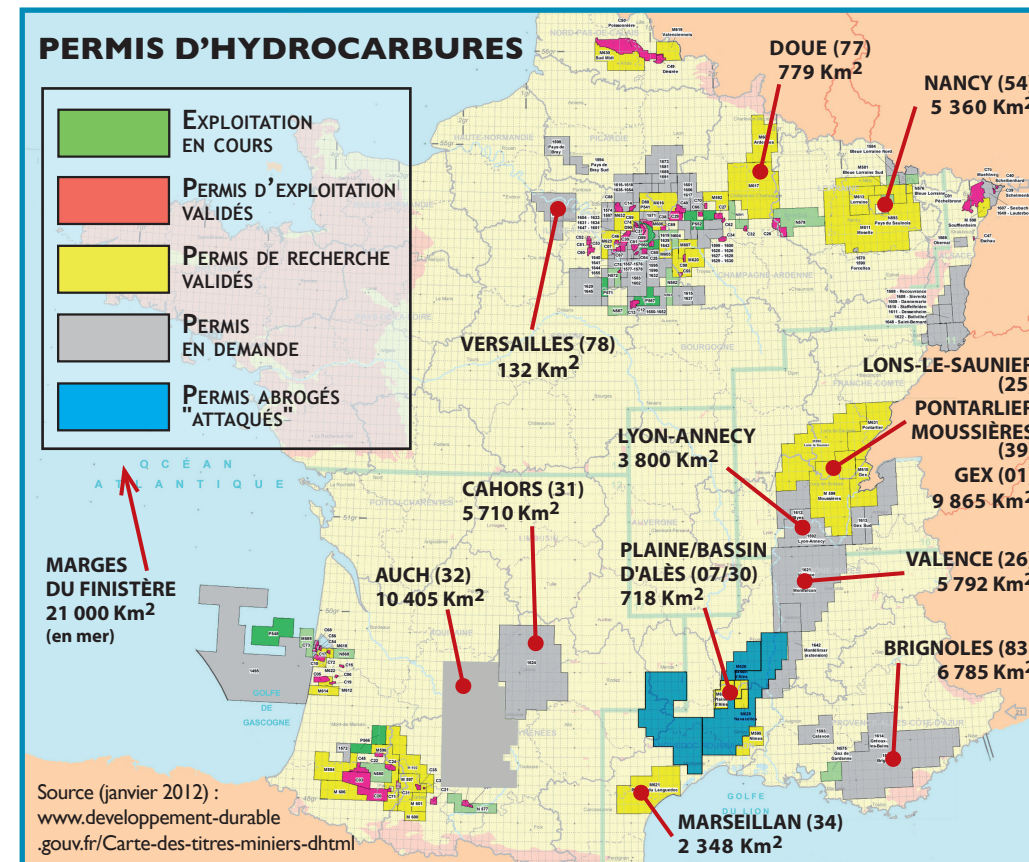
06 23 66 15 51

* DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

254 COLLECTIFS SONT RECENCÉS EN FRANCE (MARS 2012)

Sur les territoires touchés par des permis de recherche, ils sont en vigilance et mobilisés :

- en régions **Rhône-Alpes, PACA, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Champagne, Lorraine, Alsace**, mais aussi le **Nord Pas-de-Calais**, le **Jura**...
 - en **Ile-de-France** : chantiers stoppés depuis la mobilisation des opposants au pétrole de schiste.
- Le pétrolier Treador-Hess annonce la reprise des prospections à Doue et à Jouarre (77).



Comment agir ?

Chaque citoyen peut s'inscrire dans le collectif local de son choix. La rubrique "boîte à outils" du site internet du Collectif 07 propose pétitions et actions diverses à relayer. Si vous n'avez pas internet, nous contacter au 04 75 36 72 83. Inscrivez votre adresse e-mail sur notre site, pour recevoir la lettre d'information.

C'est votre mobilisation qui fera la différence.

Soutenez les actions du Collectif 07 - Merci

Faire un don

Par **Paypal** : sur le site du Collectif 07 ou envoyez un **chèque** à l'ordre de : "Stop aux Gaz et Huiles de Schiste 07"

39 rue Jean-Louis Soulavie - 07110 Largentière - www.stopaugazdeschiste07.org

COLLECTIF 07

STOP
AU GAZ DE
SCHISTE

SPÉCIAL VIGILANCE

La loi du 13 juillet ?
La fracturation hydraulique est autorisée ... voir page 2

Véhicules, camions ou travaux suspects ?
Voir page 5

Vigilance 06 23 66 15 51

Faire un don

Voir page 6

Contacts, Infos :
contact@
stopaugazdeschiste07.org
04 75 36 72 83

collectifgardechois@gmail.com - Site Rhône-Alpes : www.sghds-ra.org **Rhône-Alpes**

la lettre d'info des Collectifs **07 30** Juin 2012

laGAZette n°3
STOP ! AUX GAZ & HUILES DE SCHISTE

ÉDITO

Faire le bilan de la lutte ? Non, rien n'est fini.

Tout ce que nous avions prédit est arrivé : une "fausse loi" pour nous endormir. Pour preuve, les forages dans l'Ain qui n'attendent plus que la signature du Préfet. Pire, la première fracturation "scientifique" autorisée par décret aura lieu en fin d'année, très certainement en région parisienne. Alors faire un bilan ? non ! La question est :

à quand des forages près de chez nous ?

Et si la mobilisation n'est pas restée toujours constante, beaucoup de personnes sont actives au sein des collectifs, et se réunissent pour déterminer les actions et défendre leur territoire.

Le Collectif 07 a profité de cette "accalmie" pour mieux se structurer et aider les autres régions à organiser la résistance. La majorité d'entre nous a repris le cours de sa vie, mais nous savons que chacun reste prêt à se mobiliser. Pourtant nous avons besoin de tous pour la VIA, **Vigilance-Information-Alerte**, la réponse sur le terrain à une alerte.

RESTONS MOBILISÉS !

Dans le cadre de la VIA, s'est déroulée, mi-avril, une simulation sur terrain d'un blocage de camion. Mais le jour "J", nous aurons besoin de vous massivement et c'est pourquoi les pyramides d'alerte téléphonique doivent se fortifier, et elles ont un rôle majeur à jouer (voir page 5 : VIA).

Il faudra leur montrer que nous sommes toujours aussi déterminés, car il sera vital de gagner cette deuxième bataille, comme nous avons gagné la première parce que les citoyens étaient unis.

Ce fut la première pierre de notre histoire qui reste, aujourd'hui, unique en France.

Yan Chauwin Commission VIA

Imprimé sur papier recyclé par l'imprimerie ACL - 04 75 36 26 98 - Ne pas jeter sur la voie publique

VOTE D'UNE LOI CENSÉE INTERDIRE LA FRACTURATION HYDRAULIQUE...

MAIS QUI EN FAIT, L'AUTORISE À DES FINS SCIENTIFIQUES

Grâce à la très forte mobilisation des populations, recul des pétroliers et moratoire sont suivis de la loi du 13 juillet 2011, qui vise surtout à calmer les opposants. Le 3 octobre :

- Abrogation des permis de Villeneuve-de-Berg et Nant, dans lesquels le pétrolier Schuepbach stipulait malgré tout l'emploi de la Fracturation Hydraulique !
- Abrogation surprenante du permis de Montélimar, Total dit ne pas pratiquer la Fracturation Hydraulique, mais souhaite conserver son permis en attendant autre chose.
- Toutes ces abrogations de permis sont attaquées à ce jour par les détenteurs des permis.

LE BRAS DE FER EST ENGAGÉ : LEURS ATTAQUES !

• Médiatiques : Fin 2011/début 2012,

Contre-offensive des compagnies pétrolières dans tous les médias. Le mot d'ordre est de vanter les avantages de l'exploitation des gaz et huiles de schiste en omettant de mentionner les ravages économiques, environnementaux et sanitaires connus de par le monde.

• **Juridiques** : Schuepbach Energy a déposé un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lyon pour demander l'annulation de l'abrogation de ses deux permis "Nant" et "Villeneuve de Berg", ainsi qu'un dédommagement de 14 millions d'euros !

• **Près de chez nous** : Les arrêtés des permis de la "Plaine d'Alès" et du "Bassin d'Alès" ont été rendus publics, en avril 2012, rendant possibles les déclarations de travaux auprès des 11 mairies ardéchoises et 56 gardoises concernées.

DANGER, ON JOUE AVEC LES MAUX... AVEC DES MOTS !

EXPLOITATION OU RECHERCHE ? INTERDICTION OU TEST ?

IL N'EXISTE RIEN D'AUTRE QUE LA FRACTURATION HYDRAULIQUE POURTANT :

• **Le 13 mars 2012**, publication du rapport final complémentaire des CGEDD/CGIET* "Les hydrocarbures de roche-mère en France". Ce rapport conseille de ne pas renoncer à l'exploration des gaz et huiles de schiste. Il prévoit un calendrier pour la révision de la loi du 13 juillet 2011 à la fin du premier semestre 2013 et l'expérimentation de la fracturation hydraulique au deuxième semestre 2013.

• **Le 21 mars 2012** publication du décret qui crée la commission nationale d'orientation de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux où l'on constate une sur-représentation de l'industrie pétrolière.

* DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement. * CGEDD : Conseil général de l'environnement et du développement durable. * CGIET : Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies.

LE COLLECTIF 07 "STOP AUX GAZ ET HUILES DE SCHISTE"

Refuse l'expérimentation, l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche mère : gaz et huiles de schiste, gaz de charbon, huiles lourdes... et autres hydrocarbures dont l'extraction nécessite de stimuler, fracturer ou encore fissurer la roche.

• Le Collectif 07 en quelques chiffres :
125 organisations de tous horizons.
2500 inscrits à la lettre d'information.
18 000 personnes mobilisées à Villeneuve-de-Berg le 26 février 2011.

En France, 254 collectifs se concertent au sein d'une Coordination Nationale

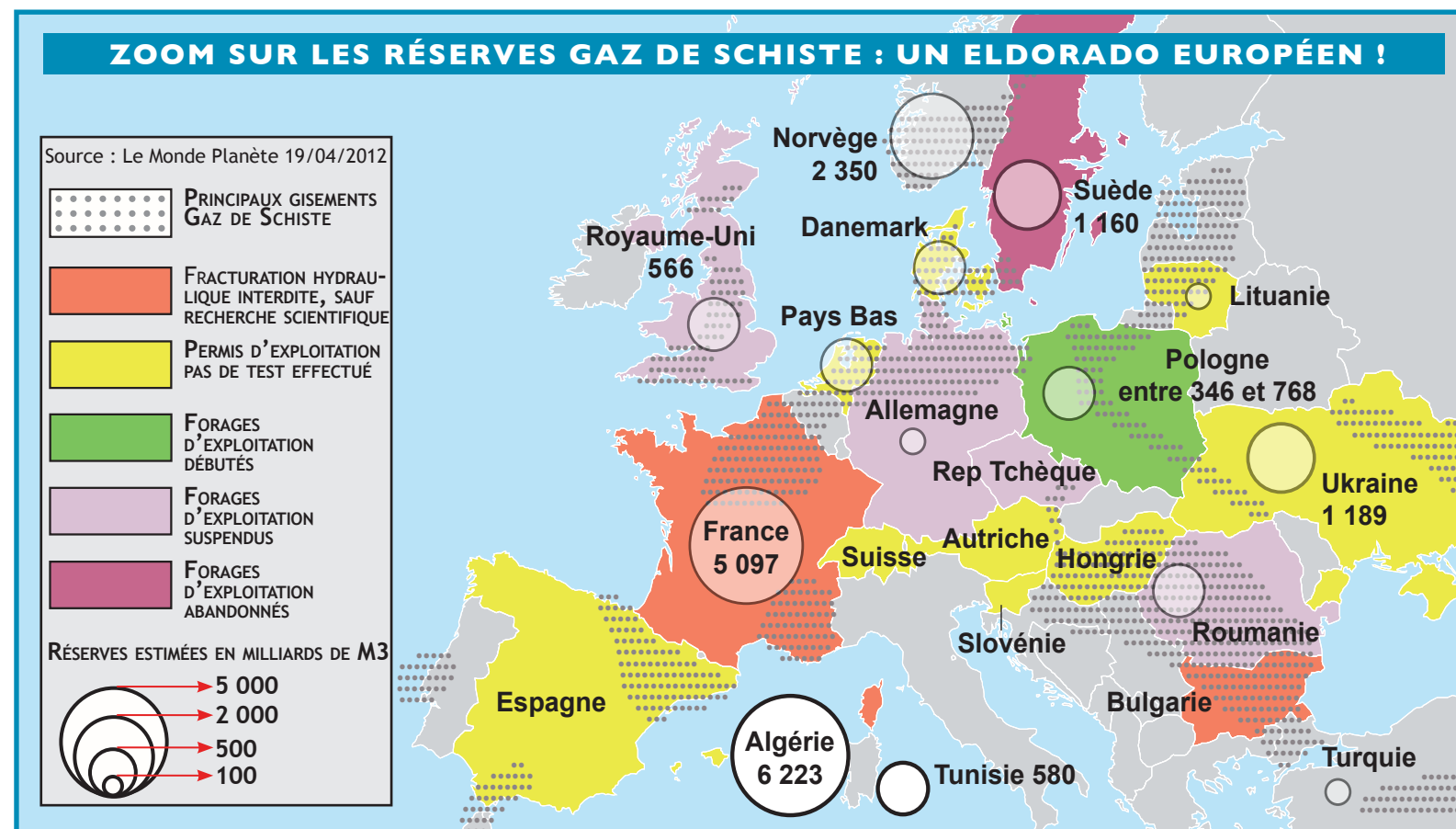
La Coordination Nationale n'est pas une structure mais la réunion informelle des collectifs français. Ils échangent, débattent, travaillent sur des projets communs, et surtout la création d'une veille nationale, la **VIAN** : **V**igilance, **I**nformation, **A**lerge, **N**ationale.

• Une organisation apolitique, à démocratie participative et non violente.

• Elle s'appuie sur des commissions : Scientifique, Transition Énergétique, Communication, Juridique, VIA...

• De nombreux bénévoles et des partenaires : Collectif des élus, Conseil général de l'Ardèche, Conseil régional Rhône Alpes.

• Une stratégie adaptée, fruit d'une réflexion collective qui privilégie la recherche du consensus.



PARTOUT EN EUROPE OÙ IL Y A PROTESTATION POPULAIRE ...

On semble s'orienter sur la même stratégie : un arrêt momentané puis une mise en place de commissions officielles aux objectifs et à la composition suspects. Connaissant le but avoué des pétroliers : rassurer populations, politiques et élus locaux, il est à craindre que ces commissions, accompagnées de toutes les manœuvres de contre-information en cours, soient en fait le principal outil de la fabrication du consentement des populations.

• **Parlement Européen** : une coalition de 40 ONG a interpellé (avril 2012) le Parlement pour lui demander d'interdire l'exploitation de gaz au sein de l'Union et contrecarrer le rapport de l'eurodéputé polonais Bogusław Sonik, dont il ressort que :

- l'UE n'a pas besoin de nouveaux règlements sur le gaz de schiste !
- l'exploitation des gaz de schiste n'est pas dangereuse pour l'environnement !
- aucune volonté d'interdiction au niveau européen, qui laisse chaque pays décider !

• **Dans les différents pays d'Europe** (voir la carte ci-dessous) :

La Pologne où les forages se poursuivent, est le principal partisan de l'exploitation du gaz de schiste en Europe.

La Hongrie a accordé des permis d'exploration et d'exploitation.

La Roumanie et la **République Tchèque**, après s'être engagées dans la même voie, ont finalement décidé de geler l'exploration sous la pression de l'opinion publique.

La Bulgarie, pourtant dépendante du gaz russe à l'image de la Pologne, a également interdit la fracturation hydraulique, tout comme la **Suède**.

Au **Royaume Uni** et en **Allemagne** les travaux sont suspendus en attendant les conclusions d'un groupe de travail réunissant scientifiques, industriels et gouvernement.

Ailleurs en Europe, la plupart des pays sont ouverts à l'exploration, à l'instar de l'**Irlande**, de l'**Autriche**, des **Pays-Bas**, du **Danemark** et de l'**Espagne**.

En **Suisse** où il n'y a pas d'interdiction, sur les 26 cantons, seul celui de Fribourg a décidé de suspendre toutes les recherches d'hydrocarbures sur son territoire, et ce pour une durée indéterminée. Les forages qui avaient débuté au sud du Lac Léman (Sté Pétrovibri SA), ont également été suspendus par les autorités.